



**ARRETE  
PORTANT DEROGATION A LA REGLE DU  
REPOS DOMINICAL DES SALARIES  
POUR L'ANNEE 2020  
N° ARSG-2019-11**

LA RAVOIRE, le 20 août 2019

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail portant de 5 à 12 le nombre de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire peut être supprimé,

Vu l'article R. 3132-21 du Code du travail stipulant que l'arrêté du maire relatif à la dérogation au repos dominical pour les commerces de détail prévu à l'article L. 3132-26, est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés ;

Vu l'avis du Conseil municipal de La Ravoire en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019 approuvant les propositions de Monsieur le Maire concernant les dérogations au repos hebdomadaire dominical pour l'année 2020 ;

Vu l'avis conforme de la Communauté d'agglomération GRAND CHAMBERY en date du 15 juillet 2019 ;

Considérant la consultation à laquelle il a été procédé le 17 juillet 2019 auprès des différentes organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés, et les avis recueillis ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les commerces de détail établis sur la commune de La Ravoire, à l'exception des commerces de meubles et d'articles d'ameublement ainsi que les commerces de vente de véhicules automobiles neufs ou d'occasion, sont autorisés à employer du personnel et à ouvrir les dimanches suivants :

- Le 12 janvier 2020
- Les 9, 16, 23 février 2020
- Le 1<sup>er</sup> mars 2020
- Le 28 juin 2020
- Le 29 novembre 2020
- Les 6, 13, 20 et 27 décembre 2020.

Hôtel de Ville  
Boite Postale 72  
73491 LA RAVOIRE Cedex  
Tél. 04 79 72 52 00  
Fax 04 79 72 74 84  
[www.laravoire.fr](http://www.laravoire.fr)

Accusé de réception en préfecture 073-217302132-20190820-ARSG-2019-11- AR Date de télétransmission : 21/08/2019 Date de réception préfecture : 21/08/2019
---

**Article 2 :** Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler ces dimanches.

Les dimanches travaillés qui ont lieu le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur doit prendre toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

**Article 3 :** Chacun des salariés privés du repos dominical devra percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Cette majoration de salaire s'applique sous réserve des dispositions conventionnelles ou contractuelles, d'un usage voire d'une décision unilatérale de l'employeur, plus favorable aux salariés (article L3132-27 du Code du travail).

**Article 4 :** En outre, les salariés privés du repos dominical devront bénéficier d'un repos compensateur d'une durée équivalente en temps aux heures travaillées le(s) dimanche(s).

Le repos compensateur peut être accordé, soit collectivement, soit par roulement, dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou qui suit le(s) dimanche(s) travaillé(s).

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au Chef de service de Police municipale.

Le Maire,  
Frédéric BREY



**Destinataires :**

- Le Préfet du Département de la Savoie,
- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- L'Inspecteur de la Direction du Travail de CHAMBERY.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.